



Seul le discours prononcé fait foi

**Deuxième conférence de Bruxelles sur l'avenir de la Syrie et de la région
Bruxelles, le 25 avril 2018**

**Intervention de S.E.M. Jean Asselborn
Ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg**

Monsieur l'Envoyé spécial Staffan de Mistura,
Chers collègues,

Je remercie Federica Mogherini et António Guterres pour l'engagement de l'Union européenne et des Nations Unies et l'organisation de cette conférence.

Un constat tout d'abord: le conflit en Syrie a causé des centaines de milliers de morts. Il est estimé qu'au moins 60.000 personnes sont mortes sous la torture ou à cause des terribles conditions de détention dans les prisons du régime.

Après plus de sept ans de conflit, les Syriens vivent « *l'enfer sur terre* », selon la formule employée par António Guterres pour décrire la situation dans la Ghouta orientale, qui a été totalement soumise par le régime après une offensive particulièrement meurtrière. Je remercie les représentants de la société civile syrienne pour leur témoignage poignant.

Il faut le dire et le redire avec Staffan de Mistura: il ne peut pas y avoir de solution militaire au conflit.

Or c'est la voie militaire qui continue d'être privilégiée en Syrie : les conflits se superposent et s'entremêlent, des guerres se rajoutent à la guerre, risquant de mener à une confrontation régionale voire internationale.

Les combats n'ont pas diminué malgré l'adoption unanime par le Conseil de sécurité de la résolution 2401, qui exige une cessation des hostilités sans délai sur l'ensemble du territoire syrien - je le répète, sur l'ensemble du territoire syrien - pour permettre au personnel humanitaire d'évacuer les blessés et d'accéder aux populations. Il faut continuer d'insister sur la mise en œuvre de la résolution 2401 sur tout le territoire. Cela vaut aussi pour le nord de la Syrie, où la population civile a souffert de l'offensive turque contre la région d'Afrin.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté les bombardements par le régime syrien, qui continuent de faire un grand nombre de victimes parmi les civils, en violation flagrante du droit international humanitaire.

Autour de cette table, nous avons les représentants de l'Iran, de l'Arabie saoudite, de la Russie, des Etats-Unis et de la Turquie, les pays clefs qui, si la volonté politique existait, pourraient mettre très vite un terme au conflit et permettre à Staffan de Mistura de concrétiser le processus politique en vue d'une solution durable.

Rappelons-nous que la conférence de Bruxelles de l'année dernière avait eu lieu le lendemain de l'attaque chimique contre la population de Khan Cheikhoun. Entre-temps, la responsabilité pour cette attaque a pu être clairement imputée à l'aviation syrienne.

Aujourd'hui, nous continuons d'être les témoins de l'emploi cynique de l'arme chimique contre des populations civiles. Les attaques de Douma ont illustré une fois de plus l'abjecte brutalité de la stratégie militaire du régime syrien. De tels actes sont constitutifs de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité.

En Syrie, il faut empêcher l'impunité, y compris l'impunité chimique. A cet égard, mon pays a décidé de rejoindre le Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques, initiative lancée en début d'année par la France.

Après l'action militaire ciblée menée le 14 avril dernier, l'heure est à la diplomatie.

Pour mettre un terme à l'enfer en Syrie, il faut en effet redoubler d'efforts afin de lancer un processus politique crédible, dans le cadre du processus de Genève et de la résolution 2254. J'espère que l'Union européenne pourra jouer tout son rôle pour appuyer ces efforts.

Bientôt, Daech ne contrôlera plus de territoire en Syrie, grâce aussi - il ne faut pas l'oublier - à l'action des troupes kurdes qui sont nos alliés dans ce combat. La lutte contre le terrorisme progresse, mais il faut se rendre à l'évidence que la paix ne pourra revenir en Syrie que si une transition politique globale, véritable et inclusive est mise en œuvre.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons tous soutenir les bons offices du Secrétaire général des Nations Unies et de son Envoyé spécial pour la Syrie, en vue d'amener toutes les parties syriennes à entamer un dialogue constructif. Les pourparlers de Genève doivent reprendre pour permettre l'instauration d'un cessez-le-feu durable sur l'ensemble du territoire syrien. Cela serait enfin une lueur d'espoir pour une population meurtrie.

En ce qui concerne l'aide à la Syrie, notre devise est claire : « aucune aide pour la reconstruction sans processus politique ». Lorsqu'une transition politique crédible sera sur les rails, l'aide à la reconstruction pourra commencer.

Lors de la conférence de Londres en février 2016, le Luxembourg s'est engagé à contribuer 37,5 millions d'euros jusqu'en 2020, donc 7,5 millions d'euros par an, aux efforts humanitaires en Syrie et dans les pays voisins.

Mon pays continue de tenir cet engagement. Pour 2018, notre aide humanitaire pour la Syrie et la région s'élèvera à 5 millions d'euros, montant auquel s'ajouteront 2,5 millions d'euros pour l'initiative d'UNICEF « *No Lost Generation* » pour les enfants réfugiés syriens.

Les défis sont énormes, mais il ne faut pas perdre espoir. L'engagement de la communauté internationale pour l'avenir de la Syrie et de la région n'a jamais été aussi vital.

Je vous remercie.